

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES cedex

Prouvy, le (voir date de signature de  
l'approbateur)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**BRIQUETERIES DU NORD SA.**

CANCHOMPRES  
59242 TEMPLEUVE EN PEVELE

Références : 2022 – V3 – 138

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CANCHOMPRES 59242 TEMPLEUVE EN PEVELE. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est consécutive à la réception de deux plaintes en date du 21 février et du 5 mars 2022 de trois riverains.

La plainte concerne des nuisances (bruit, poussières) liées à la mise en fonction d'un concasseur mobile et d'un cribleuse au sud de l'exploitation et la circulation des engins qui est associée à cette activité.

La visite d'inspection a par ailleurs permis de constater l'état d'avancement de la mise en conformité suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/12/20.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CANCHOMPRES 59242 TEMPLEUVE EN PEVELE
- Code AIOT dans GUN : 0007000100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les caractéristiques principales de la carrière "Briqueterie du Nord" de Templeuve sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 43,5 ha,
- profondeur maximale à la cote +20 m NGF,
- capacité de 187 000 t/an,
- nombre d'employés : 4,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière.

L'exploitation est autorisée au titre des rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des ICPE par l'arrêté du 07/09/2009. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2019 encadre la poursuite d'exploitation et le remblaiement de la carrière d'argile et de sable.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plainte bruit concasseur
- Récolement mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <del>précédente</del> inspection (1) <b>présente</b>
Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 25.5.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Modification des installations	AP Complémentaire du 13/05/2019, article 36	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesure du débit d'exhaure	AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de surveillance environnemental	AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 1	/	Sans objet
Surveillance de l'impact du remblayage	AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 5	/	Sans objet
Téledéclaration de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 15.3.4.3	/	Sans objet
Stockage de produits polluants	Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 15.1.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis son exploitation en conformité avec l'article 15.3.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, en installant comme demandé un point de prélèvement pour le contrôle des eaux d'exhaure, ainsi qu'un canal de débit. Le non respect de cette prescription avait donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 17 décembre

2020. Compte tenu des actions engagées, l'inspection sollicite de l'exploitant la mise en conformité de son installation sous 15 jours et ne propose pas de sanction administratives à ce stade. L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que dans le cas où dans le délai accordé, l'exploitant ne mettrait pas son exploitation en conformité avec l'article 15.3.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, elle se verrait dans l'obligation de dresser un procès verbal à Monsieur le procureur de la république et de proposer à Monsieur le préfet des sanctions administratives conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Suite à une plainte reçue le 21 mars 2022 relatif au bruit émis par une installation de traitement de déchets du BTP nouvellement installée sur l'exploitation, l'inspection constate que l'installation n'est pas installée dans les parcelles prévues à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009.

L'inspection propose en conséquence à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour l'exploitant de se mettre en conformité à l'article 1.4 de l'AP du 7/09/2009 en déplaçant son installation de traitement de matériaux bruts et criblés du BTP vers les parcelles appropriées.

Un projet de courrier de réponse aux plaignants est joint en annexe de ce rapport.

## **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Plan de surveillance environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussière
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 – La SA Briqueterie du Nord exploitant une carrière de sable et d'argiles sur le territoire de la commune de Templeuve au lieu-dit « Canchomprez » dont le siège social est situé 9ème rue du port – BP84 – 59003 Lille Cedex est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22/9/1994 modifié le 24/10/2018 pour établir son plan de surveillance environnemental et faire procéder aux mesures des retombées de poussières dans l'environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li></ul> <p>Les éléments justificatifs de la mise en conformité du site sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 28 avril 2022, l'exploitant transmet les rapports issus des 3 dernières campagnes mensuelles de mesure des retombées de poussières rédigé par l'APAVE:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport pour la campagne du 27 juillet au 31 août 2021</li><li>- rapport pour la campagne du 13 septembre au 15 octobre 2021</li><li>- rapport pour la campagne du 10 décembre au 10 janvier 2022.</li></ul> <p>L'exploitant indique qu'en raison du covid et du changement de prestataire pour le suivi des retombées de poussière, la campagne ne suit plus l'année calendaire.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est attendu en fin de campagne une analyse des résultats obtenus portant sur l'évolution des paramètres et la position des valeurs au regard des normes imposées.</p> <p>Aucune non conformité n'est relevée pendant les 3 campagnes de mesures.</p> <p>Les rapports de l'APAVE utilisent les données météorologiques de la station météo de « Lille-Lesquin ». <b>Il est demandé à l'exploitant d'utiliser les données de la station météorologique de l'exploitation.</b></p> <p>L'inspection reste en attente du bilan annuel de la campagne de mesure des poussières, comprenant un commentaire sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>En accord avec l'inspection, l'exploitant projette de placer à proximité des riverains de l'actuel emplacement de la plateforme de recyclage de BTP une jauge Owen lors de la campagne future.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer les mesures de la station météorologique de l'exploitation dans les rapports de la campagne de suivi des poussières, ainsi que dans le bilan annuel.</p> <p>L'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais le rapport du dernier trimestre de la campagne de mesure des poussières, ainsi que le bilan annuel prescrit à l'article 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Compte-tenu des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives, dans l'attente de la transmission des éléments évoqués précédemment.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de transmettre les éléments demandés dans les plus brefs délais. Dans le cas contraire, l'exploitant s'expose à des sanctions administratives en application de l'article L171-8 du code de l'environnement.</p>

**Nom du point de contrôle : Mesure du débit d'exhaure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 – La SA Briqueterie du Nord exploitant une carrière de sable et d'argiles sur le territoire de la commune de Templeuve au lieu-dit « Canchomprez » dont le siège social est situé 9ème rue du port – BP84 – 59003 Lille Cedex est mise en demeure de respecter :</p> <p>- les dispositions de l'article 15.3.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation en aménageant un point de prélèvement comprenant un canal de débit sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</p> <p>Les éléments justificatifs de la mise en conformité du site sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, l'inspection constate le remblaiement du bassin de décantation de la partie sud de la carrière.</p> <p>Il subsiste au niveau de la maille V21 du plan topographique de l'exploitation un bassin de faible dimension (voir photo en annexe). L'exploitant explique réaliser les prélèvements dans ce bassin.</p> <p>Les dispositions prises par l'exploitant pour se mettre en conformité à l'article 15.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009 ne sont pas conservées au niveau de la partie sud de la carrière. En effet, l'inspection ne constate ni la présence de pompe, ni d'émissaire permettant la mesure du débit d'exhaure.</p> <p>Par ailleurs, les dimensions du bassin et le positionnement de l'exutoire en fond de bassin ne semblent pas adaptées à la décantation des matières en suspension.</p> <p>Dans la partie nord de la carrière, l'exploitant présente pendant la visite sur le terrain le bassin de décantation muni d'une pompe d'une capacité de 50 m³/h.</p> <p>Le bassin est également muni d'une sur-verse en argile.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pu faire fonctionner la pompe.</p> <p>Le 5 mai 2022, l'exploitant transmet à l'inspection par courrier des photos et vidéos du dispositif en état de marche. Toutefois le flotteur qui doit déclencher la pompe n'est pas installé correctement.</p> <p>L'exploitant indique ne jamais dépasser le débit de 1000 m³/j et de 100 m³/h.</p> <p>Toutefois, il ne dispose pas de dispositif de mesure du débit le jour de l'inspection.</p> <p>Le rejet de l'exhaure par la pompe se fait en hauteur et est propice à remettre des matières en suspensions.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel les éléments suivants le 19 mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bon de commande signé le 16 mai 2022 de deux compteurs d'irrigation</li><li>- la confirmation de commande des deux compteurs par la société TELSTAR datée du 17 mai 2022</li></ul> <p>Par courriel du 25 mai 2022, l'exploitant transmet des éléments relatifs à l'aménagement du dispositif de décantation des eaux d'exhaure de la fosse sud.</p> <p><b>Ces éléments doivent être intégrés dans un dossier de porter à connaissance que l'exploitant devra adresser à l'attention de Monsieur le préfet.</b></p>

**Observations :** Compte tenu des actions engagées par l'exploitant pour équiper son installation d'un dispositif de mesure du débit de l'exhaure de la carrière associé à des pompes d'un débit maximal de 50 m<sup>3</sup>/h, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions administratives à Monsieur le préfet.

**Type de suites proposées :** L'inspection demande à l'exploitant de l'informer dans les plus brefs délais de la mise en conformité de son installation à l'article 15.3.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, en justifiant notamment de l'installation du dispositif de mesure du débit l'exhaure, ainsi que de l'aménagement de points de prélèvements conformes.

**Proposition de suites :** En l'absence de mise en conformité de son exploitation dans des délais brefs, l'inspection se verra dans l'obligation de proposer à Monsieur le préfet des suites administratives conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de l'impact du remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/12/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 5 – La SA Briqueterie du Nord exploitant une carrière de sable et d'argiles sur le territoire de la commune de Templeuve au lieu-dit « Canchomprez » dont le siège social est situé 9ème rue du port – BP84 – 59003 Lille Cedex est mise en demeure de respecter :  - les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/05/2019 susvisé et de définir son programme de surveillance de l'impact du remblayage de la carrière sur les eaux d'exhaure et le transmettre à l'inspection dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à la demande de l'inspection un rapport du 22/04/2022 intitulé « Rapport d'interprétation du suivi des paramètres des eaux d'exhaures de la carrière de Canchomprez de Templeuve » rédigé par Eric-Olivier TCHIO, ingénieur Environnement, BDN.  Le rapport présente un suivi graphique mensuel pour les différents paramètres physico-chimiques suivis au niveau de l'exhaure de la carrière. Il est complété d'une analyse.  L'inspection constate que certains éléments chimiques : Baryum, Nickel et Zinc ; connaissent des variations importantes. Il convient d'analyser ces résultats.
<b>Observations :</b> Compte tenu des mesures engagées, il n'est pas proposé de suites administratives. Toutefois, il conviendra de compléter l'analyse du rapport en comparant l'évolution des paramètres mesurés au cours du temps.  De plus, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ces mesures et l'analyse annuelle associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Télédéclaration de l'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 15.3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 15.3.4.2 ci-avant, doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit la réception des analyses, à l'inspection des installations classées et au service départemental chargé de la police de l'eau. Cette transmission est accompagnée : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un tableau récapitulatif des résultats des campagnes précédentes,</li><li>- dans tous les cas, d'une analyse des résultats obtenus portant sur l'évolution des paramètres et la position des valeurs au regard des normes imposées</li><li>- en tant que besoin, du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis sa déclaration d'autosurveillance pour les mois de l'année 2022 à la date du 4 mai 2022. L'exploitant indique qu'il va effectuer sa déclaration dans les plus brefs délais. En date du 9 mai 2022, l'inspection constate que l'exploitant a complété sa déclaration pour les mois de janvier, février et mars 2022.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de réaliser la déclaration de son autosurveillance en ligne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 25.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait contrôler à ses frais au moins tous les 3 ans, les niveaux sonores limites définis à l'article 25.4 ci-dessus aux point G1 et G3 à G5, et le cas échéant, le respect des émergences dans les zones réglementées. Ces mesures sont réalisées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport de mesure des niveaux sonores par courriel du 28 avril 2022.  Le rapport est établi par Briqueterie du Nord et date du 21 avril 2022.  L'inspection note qu'il conviendra de comparer les résultats obtenus avec l'orientation des vents issue de la station météo de l'exploitant.  Le rapport montre des non-conformités aux point G1 et G'1 au regard des émergences mesurées.  Le point G5, situé à proximité des riverains ne présente pas de non-conformité.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un diagnostic « bruit » de son établissement via un organisme extérieur qualifié dans un délai d'1 mois à compter de la réception du présent rapport comme le prévoit l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2009. Cette demande est motivée par le fait que l'exploitant a installé nouvellement une plateforme de recyclage de déchets du BTP dans une zone non prévue à cet effet. Cette plateforme fait l'objet de plaintes de riverains pour les bruits émis lors du fonctionnement de la plateforme.
<b>Type de suites proposées :</b> <u>Avec suites</u>
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Stockage de produits polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2009, article 15.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité des réservoirs associés
<b>Constats :</b> Malgré la demande de l'inspection d'entreposer les cubitainers sur rétention contenant le Neutralac SLS45 dans son rapport du 11 mai 2021, la situation constatée persiste. En effet, lors de la visite du 4 mai 2022, l'inspection constate environ 2 dizaines de cubitainer d'un mètre cube de Neutralac posés sur la terre. Certains sont endommagés et le produit s'est répandu sur le sol.  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant transmet par courriel en date du 19 mai 2022 un devis signé daté du 12 mai 2022 de la société REMSOL Environnement, pour l'élimination de 18 cubitainers contenant du lait de chaux.
<b>Observations :</b> Compte tenu de l'engagement de l'exploitant suite à la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Il conviendra de transmettre à l'inspection des bordereaux de suivis de déchets relatifs à la prise en charge des cubitainers de Neutralac par une filière adaptée.  Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitation de l'informer du traitement des terres polluées par le Neutralac SLS45. terres polluées par le Neutralac SLS45.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/05/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance du préfet dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L181-3 et L 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009 prescrit à l'article 1.4 : « [...] L'installation de concassage des matériaux est autorisée à fonctionner 100 jours/an à raison de 4 à 5 campagnes annuelles d'une durée maximale de 20 à 25 jours chacune, sauf pendant le mois de juillet et août et les jours fériers. La plateforme de transformation de matériaux et les dépôts de matériaux bruts et criblés se trouveront en fond de carrière sur les parcelles 1649 et 2608, conformément au plan de l'annexe 4. [...] »</p> <p>Dans le rapport à la CDNPS du 29/05/2009 il est précisé : <b>« L'unité de recyclage des matériaux inertes du BTP émettra des poussières lors des campagnes de fonctionnement, toutefois elle sera située dans l'excavation. »</b></p> <p>Suite à l'enquête publique, le rapport à la CNDPS indique : « Les inquiétudes des riverains concernent les nouvelles activités, en l'occurrence le recyclage de matériaux inertes du BTP et le négoce de matériaux (sable), et les nuisances qu'elles engendrent : Augmentation du trafic routier, du bruit, des émissions de poussières. Les riverains s'interrogent sur la nécessité de ces nouvelles activités et les mesures compensatrices prévues ; »</p> <p>Le pétitionnaire avait alors avancé dans son mémoire en réponse : <b>« L'installation de recyclage de matériaux inertes permet de valoriser immédiatement une partie des matériaux qui arrivent sur la carrière. Pour cela, l'utilisation du concasseur se répartira par campagnes d'une dizaine de jours. Son emplacement sera choisi en partie basse, derrière des merlons hauts pour limiter les nuisances. Toutefois, l'exploitant précise qu'il ne peut pas la recouvrir »</b></p> <p>De ces éléments, il apparaît que, bien que l'activité de recyclage de matériaux de BTP soit autorisée par arrêté préfectoral du 7 septembre 2009, elle n'est pas aujourd'hui réalisée selon les prescriptions de l'article 1.4 de cet arrêté, et ne suit pas les engagements pris par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. En effet, l'activité n'est pas réalisée dans les parcelles 1649 ou 2608. De plus, plusieurs plaintes (du 21 février et du 5 mars 2022) associées aux nouvelles nuisances (bruit, poussière) provoquées par cette nouvelle installation ont été adressées à Monsieur le Préfet.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2009 en installant la plateforme de transformation de matériaux et les dépôts de matériaux associés en fond de carrière sur les parcelles 1649 ou 2608.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que le plan de phasage joint en annexe III de l'arrêté préfectoral de l'exploitant n'est pas respecté. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan de phasage dans les plus brefs délais et de vérifier le montant des garanties financières associées à l'exercice quinquennal en cours conformément à l'article 29 de son arrêté préfectoral du 7 septembre 2009.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'elle reste en attente du porter à connaissance relatif à la modification de l'accès à la carrière.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription